

## 40 États membres

238

Albanie

Allemagne

Belgique

Bosnie-Herzégovine

Bulgarie

Chypre

Croatie

Danemark

Espagne

Estonie

Finlande

France

Géorgie

Grèce

Hongrie

Irlande

Islande

Italie

*"l'ex-République  
yougoslave  
de Macédoine"*

Liechtenstein

Lettonie

Lituanie

Luxembourg

Malte

Moldova

Monténégro

Norvège

Pays-Bas

Pologne

Portugal

République slovaque

République tchèque

Roumanie

Saint-Marin

Saint-Siège

Serbie

Slovénie

Suède

Suisse

Turquie

## Soutien accru de la CEB aux infrastructures publiques à vocation sociale dans les Pays d'Europe centrale et du Sud-est

**Paris, le 3 mars 2009 :**

La CEB contribue à ce jour à la réalisation et au financement de près de 10 milliards d'euros de projets dans les pays d'Europe centrale et du Sud-est. Dans l'esprit de la déclaration de la Conférence des Ministres du Conseil de l'Europe responsables pour la cohésion sociale (Moscou, le 27 février 2009), la CEB souhaite réaffirmer sa pleine implication dans le financement des projets de la région en tant qu'Institution Financière Internationale. En particulier, dans la situation de crise actuelle, la CEB entend jouer tout son rôle, en s'appuyant sur son mandat et ses qualités spécifiques, en coordination avec les banques multilatérales de développement et le FMI.

- Face à l'impact de la crise dans les pays d'Europe centrale et du Sud-est, la CEB a récemment considérablement amplifié son rôle dans le financement des infrastructures à vocation sociale, c'est-à-dire en matière d'appui à des projets dont l'impact tant économique que social se révèle déterminant dans cette période de crise. Ainsi, en 2008, la Banque a maintenu avec détermination le niveau de son activité, en accentuant son action sur un plan géographique dans les pays baltes, d'Europe centrale et du Sud-est ainsi que sur un plan sectoriel en faveur du soutien aux PME.
  - En termes de décaissements, la CEB a augmenté de +58% le niveau de ses financements de projets dans les pays baltes, d'Europe centrale et du Sud-est par rapport à 2007, soit plus de 1 milliard d'euros en faveur de ces pays contre 671 millions d'euros en 2007 : les décaissements dans ces pays ont ainsi représenté 70% du total des prêts consentis en 2008.
  - En outre, la Banque a pris toute sa part pour limiter les effets du « credit crunch » en apportant son soutien à des programmes en faveur des PME : 900 millions d'euros ont ainsi été approuvés en 2008 pour le financement de PME, contre 400 millions d'euros lors de l'exercice précédent, soit une augmentation plus que substantielle d'une année sur l'autre.
- Ce bilan montre l'engagement de la Banque en 2008, mais la propagation de la crise requiert des efforts nouveaux.
  - En effet, au cours du second semestre 2008, il est progressivement apparu que la crise se transmet du secteur financier à l'économie réelle, ce qui se traduit par un ralentissement de l'activité économique et une augmentation du chômage et de la précarité. Le Management de la Banque souhaite donc proposer à ses États membres un soutien renforcé dans les pays baltes, d'Europe centrale et du Sud-est, afin de renforcer l'action de la CEB en faveur des projets d'investissements des États visant à mettre en place des infrastructures publiques à vocation sociale, contribuant ainsi à soutenir une demande globale qui s'effrite et à limiter la propagation de la crise.

/..

**40 États membres**

Albanie  
Allemagne  
Belgique  
Bosnie-Herzégovine  
Bulgarie  
Chypre  
Croatie  
Danemark  
Espagne  
Estonie  
Finlande  
France  
Géorgie  
Grèce  
Hongrie  
Irlande  
Islande  
Italie  
"l'ex-République  
yougoslave  
de Macédoine"  
Liechtenstein  
Lettonie  
Lituanie  
Luxembourg  
Malte  
Moldova  
Monténégro  
Norvège  
Pays-Bas  
Pologne  
Portugal  
République slovaque  
République tchèque  
Roumanie  
Saint-Marin  
Saint-Siège  
Serbie  
Slovénie  
Suède  
Suisse  
Turquie

- Il s'agit notamment, dans le cadre du mandat de la Banque, de renforcer sa participation aux programmes d'investissement dans les secteurs du logement social, de l'éducation, de la santé et des infrastructures municipales. C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet en Lettonie (pour le financement de projets d'éducation et de modernisation urbaine et rurale) qui a été approuvé par le Conseil d'administration le 30 janvier dernier. De nombreux projets correspondant à ces différents secteurs sont en cours de préparation.
- Ces interventions qui sont concentrées sur le renforcement de la cohésion sociale mais qui profitent directement à l'économie réelle viennent ainsi compléter l'action menée en faveur du soutien à l'emploi et aux PME.
- C'est aussi ce que la Banque s'efforce de faire dans le cadre :
  - du cofinancement des Programmes Opérationnels avec l'Union européenne (comme ceux mis en place en Hongrie et en Pologne) ou dans le cadre des nouvelles dispositions concernant la promotion du logement social efficace en énergie
  - du renforcement de sa coordination avec les mécanismes européens d'appui aux projets tels que le Fonds d'Investissement de Voisinage (NIF) et la Facilité pour les projets d'infrastructure (*Infrastructure Project Facility – IPF*)
  - et de sa coordination accrue avec les autres banques multilatérales de développement qui interviennent en Europe sur la base de leurs avantages comparatifs respectifs (par exemple dans le cadre du *Western Balkans Investment Framework*).
- Tout cela exigera, dans les années à venir, un effort accru de la part de la CEB qui compte sur le soutien de ses États membres dans cette perspective. C'est le sens de la réflexion en cours avec les actionnaires de la Banque dans le cadre de la préparation du prochain Plan de développement pour les années 2010-2014 qui fera l'objet de débats au cours de l'exercice 2009.

\*

Fondée en 1956, la **CEB** (Banque de Développement de Conseil de l'Europe) compte **40 États membres**, dont 18 pays d'Europe centrale et orientale.

En tant qu'instrument majeur de la politique de solidarité en Europe, la Banque finance des projets sociaux en mettant à leur disposition des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa notation (**AAA** auprès de Standard & Poor's, Fitch Ratings et Moody's). Elle accorde des prêts à ses États membres, à des établissements financiers et à des autorités locales pour le financement de projets dans le secteur social, conformément à son Statut.